

LA DÉFENSE NATIONALE

LA DÉSFFECTATION DU CHAMP DE MANŒUVRE POUR BLINDÉS DE MEAFORD—
LE CAS DES EMPLOYÉS

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Comme 81 civils se trouveront sans emploi par suite de la fermeture de la base de chars d'assaut de Meaford, le ministère de la Défense nationale entend-il s'occuper de leur trouver des emplois appropriés? Si oui, comment s'y prendra-t-il?

L'hon. Léo Cadieux (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, on procédera en l'occurrence comme on le fait d'habitude lorsqu'on ferme une base. On a donné ou on donnera à chacun des employés un préavis de six mois, et ils seront ensuite inscrits sur une liste prioritaire pendant un an afin qu'ils puissent obtenir un autre emploi dans la Fonction publique.

LES PÉNITENCIERS

DORCHESTER—LES VOIES DE FAIT
SUR LES GARDIENS

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Ma question s'adresse au solliciteur général. Le ministre est-il en mesure de fournir à la Chambre d'autres renseignements sur l'incident survenu au pénitencier de Dorchester, où des détenus se sont attaqués à des gardiens?

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Oui, monsieur l'Orateur. Dès après l'attaque, la Gendarmerie royale a été appelée pour enquêter sur l'incident. A la suite de cette enquête, des accusations ont été portées contre l'un des détenus. La cour en a été saisie et l'affaire sera examinée de nouveau demain.

LES RESSOURCES NATURELLES

LA COMPOSITION DU GROUPE CHARGÉ
D'ÉTUDIER LA CONSERVATION DU
GRAND NORD

M. Rod Thomson (Battleford-Kindersley): J'ai une question à poser au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Compte tenu du conflit d'intérêts qui se manifeste au sein du groupe de travail chargé par le ministre d'étudier la conservation du Nord du fait que des représentants de l'Imperial Oil, de la Shell Oil et de la Gulf Oil en font partie, le ministre peut-il dire à la Chambre s'il envisage de modifier la composition de ce comité pour supprimer ce conflit d'intérêts?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, j'ai formé un comité composé de trois groupes, dont le premier représente ceux qui sont intéressés à la conservation, le

second, le ministère et le troisième, l'industrie en cause. Il convient, à mon sens, que ces personnes se rencontrent, aux trois paliers, en vue de signaler tant les inconvénients que les avantages d'instaurer de nouvelles techniques, et je crois qu'il est bon que toutes les parties en cause se réunissent en vue de trouver une solution.

[Plus tard]

[Traduction]

M. Doug Rowland (Selkirk): Monsieur l'Orateur, j'adresse ma question supplémentaire au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Étudiera-t-il la possibilité de transformer son comité tripartite en comité quadripartite en prévoyant la représentation des résidents et des indigènes de la région, s'assurant ainsi l'apport précieux de leurs conseils pratiques?

[Français]

L'hon. M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, les fonctionnaires de mon ministère seront heureux de rencontrer les gens du milieu qui pourraient faire partie de la délégation. Je partage l'avis de l'honorable député à l'effet que l'opinion des Indiens et des Esquimaux, dans un tel domaine, peut être très utile.

LA POLLUTION

LES DÉTERGENTS PHOSPHATÉS—LA DATE
LIMITE DE LIQUIDATION

[Traduction]

M. Jerry Pringle (Fraser Valley-Est): Merci, monsieur l'Orateur. Je voudrais poser une question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Étant donné qu'un détergent qui ne renferme pas de phosphate polluant a été mis au point et pourrait maintenant être obtenu en quantité industrielle dans la grande province de la Colombie-Britannique...

Des voix: Bravo!

M. Pringle: ..le ministre songe-t-il à devancer la date à laquelle la vente des détergents phosphatés ne sera plus autorisée?

M. Gérard Loiselle (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): En l'absence du ministre et de son secrétaire parlementaire, je me charge de faire part à qui de droit de la question du député.

LES CÉRÉALES

LA CONFÉRENCE DES PAYS EXPORTATEURS—
LA FIN DES SUBVENTIONS—L'ARRANGEMENT
INTERNATIONAL

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): J'aimerais demander au ministre de